

Extrait du Démocratie & Socialisme

<http://www.democratie-socialisme.fr>

Sauvons la statistique publique !

- Economie -

Date de mise en ligne : mercredi 22 octobre 2008

Démocratie & Socialisme

Signer la pétition "Sauvons la statistique publique !" sauvonslastatistiquepublique.org

Le mardi 21 octobre, l'ensemble des agents de la statistique publique (Insee, SSM) seront en grève et iront manifester leur refus de leur délocalisation.

Une « compensation » à la saignée d'emplois en Moselle

La Révision Générale des Politiques Publiques a annoncé une réforme de la carte militaire, avec d'importantes suppressions de postes en Lorraine, particulièrement en Moselle. Suite à la fronde des élus de la région, remontés contre ces décisions qui pénalisent une région déjà en difficultés économiques, le gouvernement a décidé (note de F. Fillon du 25 juillet 2008) de mettre au point un plan de « délocalisation » d'emplois publics. Premiers visés, les emplois franciliens d'administration centrale, à hauteur de 5 000 emplois sur 6 ans. M. Sarkozy a décidé de l'implantation d'un pôle d'emplois publics de 1 500 agents, dont un pôle de statisticiens publics qui se monterait à 1 000 agents, sur l'agglomération de Metz. Le projet doit voir le jour fin 2011. Au stade actuel, le périmètre du projet concerne l'ensemble de la statistique publique c'est à dire tous les établissements de l'Insee (Direction Générale, Directions Régionales et Centres Nationaux Informatiques) et tous Services Statistiques Ministériels parisiens et régionaux, soit un effectif actuel d'environ 6 000 agents pour l'Insee, 600 autres agents Insee travaillant en SSM, et environ 2 000 autres agents travaillant dans les SSM. Une mission, confiée à MM. Cotis et Duport, vice-président du Conseil National de l'Information Statistique, devra rendre sa ou ses propositions de pôle pour la fin novembre.

Les statisticiens combattent ce projet

Pensé contre l'intérêt de la statistique publique, mais comme seule compensation d'une mesure politique pour un territoire, sa conception s'en ressent : pas de concertation, pas de prise en compte des projets de la statistique publique, brutalité de la méthode, délais très courts...

Il faut renforcer le système statistique public, non le déstructurer !

Cela ressemble à une sanction administrative, à l'heure où le Parlement vient de voter une loi créant une Autorité de la statistique publique "qui veille au respect du principe d'indépendance professionnelle dans la conception, la production et la diffusion de statistiques publiques ainsi que des principes d'objectivité, d'impartialité, de pertinence et de qualité des données produites", et avant même que les décrets ne paraissent.

Il faut arrêter les suppressions de postes publics et embaucher localement selon les besoins.

En Moselle, comme partout, des emplois publics sont supprimés, ce qui aboutit à une baisse des services publics ou de leur qualité : enseignement, justice, Poste, hôpitaux.... Le gouvernement projette de se livrer à un exercice illogique de suppression de postes dans une région, afin d'en transférer à une autre.

Une aide à l'économie régionale ? Le seul transfert de 1 500 fonctionnaires ne pourrait créer ni une dynamique démographique, ni un appel d'air pour des entreprises locales (peu de sous-traitance !), ni un regain d'attractivité puisque la majorité des demandes de statistique publique se fait par internet, ou téléphone. Il faut de vraies créations

d'emplois !

Un coût prohibitif : aménagement de locaux, dédommagement pour celles et ceux à qui elle serait imposée etc., soit plusieurs centaines de millions d'euros, sans même compter les coûts de long terme induits par les déplacements.

La négation des missions de statistique publique : les SSM ont été créés pour répondre à la demande des ministères, voulant des services proches, réactifs et pertinents dans leurs statistiques. Une délocalisation irait à l'encontre de leur existence même. De même, de nombreux travaux de l'Insee doivent nécessairement se coordonner transversalement avec d'autres ministères, ou d'autres partenaires.

La statistique publique ne peut travailler sans lien avec les autres institutions. L'Europe exige une implication croissante de la statistique des états membres et des contributions de plus en plus exigeantes pour progresser dans la comparabilité des indicateurs entre pays dont les réalités institutionnelles diffèrent souvent largement. Avec un projet de ce type, la France ne serait plus en mesure de les assurer : l'annonce d'une telle décision pendant la présidence française est pour le moins paradoxale ! Enfin, le Conseil National de l'Information Statistique, pourtant au premier chef concerné puisqu'il établit le programme de travail de la statistique publique, n'a pas été consulté.

Les statisticiens ne sont pas une variable d'ajustement de l'aménagement du territoire !

Une mobilisation d'ampleur peut empêcher la mise en oeuvre de ce projet

Une mobilisation croissante, de nombreuses actions

avec la tenue d'assemblées du personnel, la constitution de Comités de Défense de la statistique publique dans les établissements et les interventions des personnels (pétition interne, rassemblement et manifestation à Malakoff et dans plusieurs villes, contact avec les élus, conférence de presse, interventions au CNIS ...)

...et une coordination au niveau national

Les premières Assises nationales de la Statistique publique se sont déroulées le 14 octobre 2008. Plus de 80 délégués de différents organismes (DR Insee, DG Insee, SR, DIRAG, IIS, CNI, Céfil, Ensaë, Sessi, Justice, DRTEFP, DGAFP, Medaat, Drees, Dares, Intérieur, Ifen...) se sont rencontrés afin de partager leurs expériences et construire des actions coordonnées.

La journée de grève de la statistique publique du 21 octobre doit être à la mesure de l'ampleur du projet de déstructuration

La force de la mobilisation dans les Services de la Statistique Publique est importante et doit contraindre le gouvernement à retirer son projet. Elle permettra à l'ensemble des agents d'affirmer leur solidarité et leur détermination à préserver l'avenir de la statistique publique.

La statistique publique est un outil du débat démocratique et concerne chaque citoyen.